



Le drapeau de l'Union européenne flotte sur le Reichstag. [SEAN GALLUP/GETTY IMAGES]

La bataille à trois pour le contrôle de l'UE

- Richard Palmer
- [02/06/2022](#)

L'Union européenne a-t-elle finalement répondu à la célèbre question de Henry Kissinger : « Qui dois-je appeler si je veux parler à l'Europe ? »

Depuis la crise financière de 2008, il semblait que la réponse était Berlin. Mais tout le monde n'était pas satisfait de cette réponse.

Au cours des quelques derniers mois, un sérieux conflit s'est développé sur la question de qui est l'autorité finale. Qu'il s'agisse de finances, de politique étrangère ou même de religion et de morale, une bataille pour le contrôle de l'Europe se déroule peu à peu.

La crise de l'euro a rendu claire la dominance de Berlin. Sur papier, l'Allemagne n'a aucun rôle de leadership. Mais si vous étiez une nation endettée qui avait besoin d'un renflouage, alors l'Allemagne était la seule nation qui disposait d'importantes réserves de liquidités. Naturellement, sa voix était la plus forte en déterminant comment ces fonds seraient utilisés.

Dans la politique étrangère aussi, le pouvoir de l'Allemagne signifiait que Berlin recevait ce qu'elle voulait. L'Allemagne voulait un nouveau gazoduc avec la Russie. De nombreux États membres de l'UE et ceux au siège central de l'UE à Bruxelles n'en ont pas voulu. La loi de l'UE l'interdisait. Le gazoduc est maintenant presque terminé.

Mais Bruxelles ressent sa perte de contrôle et elle riposte. Le 9 juin, la Commission européenne s'est attaquée à la Cour constitutionnelle de l'Allemagne et, par extension, à la dominance financière de l'Allemagne sur l'UE.

L'année dernière, un tribunal allemand a jugé que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait outrepassé ses compétences. Le tribunal allemand a déclaré que c'était lui, et non une institution de l'UE, qui avait le dernier mot en Allemagne et qu'il pouvait annuler le droit européen et les tribunaux européens s'il estimait qu'ils violaient la constitution allemande. Elle a fait légèrement marche arrière—refusant de s'opposer au plan de sauvetage en question. Mais elle s'en tient toujours à son pouvoir, en principe, d'empêcher toute loi européenne de s'appliquer à l'Allemagne.

Maintenant, l'UE riposte. La Commission a commencé une procédure d'infraction contre l'Allemagne, et l'a envoyée devant la Cour de justice de l'Union européenne. La cour allemande et la cour de l'UE prétendent tous les deux avoir l'autorité finale, et les deux vont maintenant s'affronter. La CJUE pourrait infliger des amendes journalières massives à son plus grand État membre.

« L'essence de l'Union européenne demeure une communauté basée sur la loi, et la parole finale sur les nouvelles lois est toujours exprimée à Luxembourg », a dit un porte-parole de la Commission européenne, faisant référence à l'endroit où se situe la CJUE. L'Allemagne n'est pas d'accord.

« C'est une lutte de pouvoir épique entre les deux cours les plus puissantes en Europe et ça va jusqu'au noyau existentiel du projet européen », a écrit Ambrose Evans-Pritchard.

Mais ce sera une bagarre lente. L'Allemagne a deux mois pour répondre—et ce n'est que la première étape dans la procédure d'infraction.

Le droit de veto de la Cour constitutionnelle allemande sur toute la législation européenne en Allemagne est un élément clé de la domination européenne de l'Allemagne. Les juges de la cour allemande peuvent bloquer tout plan de sauvetage s'ils estiment que les contribuables allemands n'ont pas suffisamment leur mot à dire sur la manière dont l'argent est dépensé. Ce droit de veto oblige les autres pays de l'UE à respecter les conditions de l'Allemagne chaque fois qu'un fonds de sauvetage est mis en place. S'il est cédé, les pays de l'UE pourraient se servir de l'argent de l'Allemagne.

Il ne s'agit pas seulement de l'Allemagne. Il s'agit de la bureaucratie européenne—basée à Bruxelles, mais aussi avec des avant-postes à Luxembourg et Strasbourg—qui tente de se mettre à la place du conducteur.

Pour une partie de cette bureaucratie, la Commission n'avance pas assez vite. Le lendemain de l'ouverture de la procédure contre l'Allemagne, l'UE a engagé un procès contre elle-même.

Le Parlement européen a attaqué la Commission européenne pour ne pas avoir fait plus pour contenir la Pologne et la Hongrie. Les membres du Parlement européen veulent que l'UE coupe les fonds à ces deux pays, à moins qu'ils ne changent les lois que les députés européens n'aiment pas. Il s'agit d'une prise de pouvoir massive—dégoussée par des accusations selon lesquelles la Pologne et la Hongrie violent « l'État de droit ». Une fois encore, il s'agit de la première étape d'une lente procédure qui verra la Commission poursuivie en justice.

Bruxelles veut également être dans le siège du conducteur en matière de politique étrangère. Le gazoduc Nord Stream 2 de l'Allemagne a montré où se trouve réellement le pouvoir en Europe. Il marque également une décision claire de l'Allemagne de s'éloigner de son alliance avec les États-Unis et de se rapprocher de la Russie.

Dans le cadre de ce réalignement général, l'Allemagne voulait organiser un sommet UE-Russie. La France s'est parfois opposée à ce changement de cap de l'Allemagne, mais elle est désormais tout à fait d'accord et a soutenu la proposition de sommet. Les sommets avec la Russie ont été suspendus à la suite de l'invasion de la Crimée par la Russie ; le dernier a eu lieu en janvier 2014. Leur réouverture aurait constitué un changement majeur.

Les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que les Pays-Bas, se sont unis pour bloquer l'accord. L'establishment de Bruxelles travaillait également contre Berlin. Alors que l'Allemagne se rapprochait de la Russie, la Commission européenne menaçait d'imposer davantage de sanctions contre la Russie.

La main machiavélique du président russe Vladimir Poutine est en partie à l'origine de ce clivage. Il a traité les responsables européens avec un mépris délibéré, tout en respectant scrupuleusement l'Allemagne. Peut-être a-t-il repéré le fossé entre Bruxelles et Berlin et espère-t-il détruire l'UE en le creusant encore davantage. Mais il devrait faire attention à ce qu'il souhaite.

L'UE peut se battre contre l'Europe, mais elle risque de ne pas gagner. En affrontant l'Allemagne, elle pourrait finir par confirmer le fait que Berlin est le véritable chef.

Mais il y a une autre compétition qui mérite d'être examinée : une épreuve de force entre le Vatican et le gouvernement italien.

L'Italie est sur le point d'adopter une nouvelle loi visant à criminaliser la « haine » à l'encontre de plusieurs groupes minoritaires, dont les homosexuels. L'Église catholique craint que cette loi ne soit utilisée contre elle, en qualifiant de haine ses enseignements sur l'homosexualité.

Le 22 juin, le Vatican a confirmé qu'il avait envoyé une lettre sans précédent au gouvernement italien. Il a déclaré que la loi porterait atteinte à la liberté de l'Église catholique et, par conséquent, violerait le concordat que Mussolini a signé avec le Vatican en 1929. Le 23 juin, le Premier ministre italien Mario Draghi a répondu en déclarant au Sénat : « Nous sommes un État laïque, pas un État religieux. Le Parlement est libre de discuter, évidemment, et de faire des lois. »

Le Vatican a longtemps joui d'une grande influence sur la politique italienne, jouant même un rôle clé dans la chute du gouvernement sur cette même question en 2007. Il ne s'agit pas seulement d'unions homosexuelles ou de liberté d'expression—le gouvernement italien remet directement en question le rôle du Vatican dans la politique italienne. Le fait que le Vatican évoque un traité signé à l'époque fasciste montre à quel point il est désespéré.

Le pouvoir allemand et celui du Vatican sont sous attaque en même temps.

Depuis des décennies, nous prévoyons que ces deux puissances seront à l'origine d'une superpuissance européenne. Cela signifie-t-il que nous avons tort ?

Dans la *Pure Vérité* de novembre 1965, Herbert W. Armstrong a écrit : « Les nations européennes parlent des langues différentes, ont des aspirations différentes, des coutumes différentes, des traditions différentes. L'Europe est souvent appelée une 'couette-folle' de nations. Comment, alors, peuvent-elles se mettre d'accord et s'unir ? »

M. Armstrong a constaté que le processus d'unification européenne s'était transformé en une série de querelles désordonnées. Pourtant, il était confiant dans le résultat final. Pourquoi ?

Ses prévisions selon lesquelles l'Allemagne et l'Église catholique dirigeraient l'Europe étaient fondées sur la prophétie biblique. Cette prophétie montre que ce ne serait pas toujours une relation harmonieuse. Dans son article d'avril 2006 intitulé « Comment l'Europe s'unira ! », le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit :

Tout au long de l'histoire de l'Europe, ce qui l'a aidée à surmonter ses divisions a été l'unité d'objectif entre l'Église et l'État. Charlemagne a montré à quel point l'Europe pouvait être forte lorsqu'il a formé un partenariat entre l'Allemagne et l'Église catholique romaine pour créer le Saint Empire romain. Cet empire s'est relevé à plusieurs reprises depuis cette époque.

Mais cette union entre l'Église et l'État n'a pas toujours été un mariage heureux. En général, les deux se sont rapprochés à cause d'une crise—d'une urgence.

La relation de Charlemagne avec l'Église catholique a émergé de ce type de crise. La famille de Charlemagne n'était pas les rois traditionnels de France : ils avaient besoin de l'approbation du Vatican pour leur légitimité. Entre-temps, Rome était littéralement attaquée, et l'Église catholique avait besoin des armées de Charlemagne. Ce besoin mutuel a poussé les deux hommes à se rapprocher et a forgé une relation qui a transformé l'Europe. Pourrions-nous voir une crise similaire se développer aujourd'hui ? M. Flurry a poursuivi :

Herbert W. Armstrong croyait que le même scénario se reproduirait à notre époque—que les nations européennes s'uniraient soudainement à cause d'une crise, et que l'Église catholique romaine jouerait un rôle énorme dans la résolution de cette urgence. En temps de crise, la religion a une façon de rassembler les gens !...

Des crises se développent qui pourraient conduire à cette « urgence » qui amènera l'Europe à se tourner vers une Allemagne nouvellement renforcée et finira par rapprocher l'Église et l'État—de l'affaiblissement de l'économie américaine au danger qui se prépare au Moyen-Orient.

Le chemin à parcourir en Italie et en Europe est chaotique et incertain. Mais la Bible indique clairement qu'il s'agit de la destination finale des Européens : une union de l'Église et de l'État qui formera l'une des puissances les plus fortes de l'histoire.

La prophétie biblique ne nous dit pas l'issue de toutes les batailles individuelles qui ont récemment commencé. Mais elle nous indique la fin de la guerre. Alors que la crise financière secouait l'Europe, M. Flurry écrivait en février 2009 : « Quoi qu'il arrive, il est prophétisé que l'Allemagne sortira gagnante de cette crise financière. L'agitation sociale et les émeutes finiront par forcer les Européens à succomber à un gouvernement fort et uni de l'Europe, dirigé ultimement non pas de Bruxelles, mais de Berlin. »

Le moment est venu de comprendre ces prophéties afin de pouvoir les voir s'accomplir. Dieu le Père a enregistré toutes ces prophéties, dans leurs moindres détails, il y a des milliers d'années, afin de diriger l'humanité vers Lui. C'est Lui qui, en fin de compte, contrôle les événements mondiaux, s'assurant qu'ils suivent méticuleusement Ses desseins. Comprendre cette prophétie et la regarder s'accomplir nous conduit à Lui—et à l'implication détaillée qu'Il veut avoir dans nos vies individuelles.

Notre livret gratuit [L'Allemagne et le Saint Empire romain](#) est une excellente ressource pour comprendre le rôle de l'Europe dans le plan de Dieu. Vous pouvez le lire en ligne ou commander votre propre exemplaire imprimé gratuit.



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**L'Allemagne et
le Saint Empire
romain**

maintenant en cliquant ici